

IVG dans la Constitution

Liberté, j'inscris ton nom

La sanctuarisation de la liberté d'avorter dans la Constitution a été votée lundi par les parlementaires français réunis en Congrès avec 780 voix pour.

Récit d'une victoire historique. Par Victor Boiteau, Laure Equy et Marlène Thomas

Et le Congrès se lève comme une seule femme. Quinze ans après la révision constitutionnelle de 2008, les députés et sénateurs viennent d'inscrire dans la Constitution « la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse ». Dépassant largement le seuil des trois cinquièmes requis : 780 parlementaires ont voté pour, soit 20 suffrages de plus qu'à l'issue des débats au Parlement. L'annonce des 72 votes contre est couverte par une clameur de joie. « Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire »... De l'hémicycle et des balcons, l'hymne des femmes du MLF résonne sous les ors de Versailles, entonné par les parlementaires et les militantes. Une petite-fille de Simone Veil filme la scène. Tout sourire, tout émus, les parlementaires, convoyés en car jusqu'à la ville royale baignée de soleil, savourent. En goguette dans l'aile du Midi, ils ont admiré les toiles relatant les campagnes napoléoniennes, enchaîné des selfies sous les boiseries de la salle du Congrès. En remontant l'allée des bustes menant au monumental hémicycle, Yaël Braun-Pivet, première femme à présider un Congrès, fait un pied de nez aux illustres figures qui trônent dans l'allée des bustes, tous des hommes, sous le regard desquels, ce lundi 4 mars, ce sont les femmes qui lèvent le poing. Dans la voiture roulant pour Versailles, la ministre chargée de l'Égalité des femmes et des hommes, Aurore Bergé, reconforte sa mère, invitée, qui a déjà la larme à l'œil. Ils ne sont pas si courants, les débats parlementaires qui rendent fier tout l'hémicycle. « Une victoire », « un pari fou », s'enthousiasment les élus, étonnés par cette quasi-concorde. « On n'est jamais à l'abri ». Dans la salle pleine à craquer, non loin du gouvernement, les ex-ministres déléguées à l'Égalité Najat Vallaud-Belkacem, Elisabeth Moreno et Isabelle Rome sont assises, aux balcons, avec les représentantes des associations féministes (Planning familial, Fondation des femmes). On imaginerait presque Gisèle Halimi, Simone Veil, Simone de Beauvoir, Annie Ernaux à leur côté, tant leur mémoire est convoquée dans les discours. Sous les yeux des familles des deux premières, les présents nomment les absentes. Entrent aussi par la grande porte les militantes du MLAC et de Choisir, les 343 du Manifeste et ces anonymes ayant bâti le socle des droits des femmes. « Cette victoire nous

l'arrachons en mémoire de toutes celles dont nous avons retenu le nom et de toutes celles tombées dans l'oubli », souligne Mathilde Panot (LFI). « Ces femmes mortes pour avoir voulu être libres nous hantent », rappelle Gabriel Attal, tissant un fil entre l'avocate du procès de Bobigny, seule au prétoire, la ministre de la Santé de 1974 affrontant la tempête dans un hémicycle masculin et celles avortant clandestinement.

[...]

« Ce n'est pas seulement les femmes que vous honorez. C'est la France, cette France de 2024 qui est plus ouverte qu'elle ne le pense », vante Gabriel Attal qui, bon élève, tient à citer « l'engagement historique » d'Emmanuel Macron. Absent de Versailles*, le Président, premier dans le monde à faire graver l'IVG dans la Constitution, doit assister, vendredi, à la cérémonie de scellement de la nouvelle loi fondamentale.

[...]

**Le principe de la séparation des pouvoirs interdit que le président assiste aux débats des assemblées.*

Libération, 5 mars 2024

Remarques générales

1. Grammaire

✚ De même que dans presque tous les textes, nous retrouvons le participe, présent ou passé : il convient avant de les traduire de s'interroger sur leur rôle dans le contexte (3, 12, 15,16, 18, 26, 28, 29, 30, 31).

✚ Attention à l'emploi des prépositions.

✚ Veiller, comme toujours à la place du verbe : le français a la possibilité de commencer une phrase par le verbe (25), l'allemand, par ailleurs très souple, est peu disposé à transiger lorsqu'il s'agit de la place du verbe. Il faut nous en souvenir.

✚ Le passé immédiat (2) – on peut en profiter pour s'interroger sur la manière de rendre en allemand le futur proche, et sur l'emploi des temps en général, il n'y a pas totale adéquation entre les deux langues.

✚ Rappelons enfin, bien que cela ne soit pas à proprement parler de la « grammaire », la tournure française couramment employée « c'est ... que / c'est ... qui » (14-15, 32).

2. Lexique

✚ Il faut, comme toujours, s'interroger sur le sens de ce que l'on doit traduire. Chaque langue a ses habitudes, telle tournure ou image banale et fréquente en français passe parfois mal dans une autre langue.

✚ On commencera par la *sanctuarisation* (titre de l'article).

✚ On parle souvent de « l'hémicycle » pour désigner l'ensemble des élus qui y siègent – c'est une métonymie : c'est ainsi que pour désigner le ministère des Affaires étrangères, on parle en France du quai d'Orsay, en Autriche de la Ballhausplatz pour le siège du gouvernement, et que l'on parlait en Allemagne de la Wilhelmstraße pour les Affaires étrangères (emplacement actuel am Werderschen Markt). *Der Halbkreis* ne serait pas clair et ne restituerait pas ce que contient la métonymie de *l'hémicycle*, il faut essayer de trouver une solution.

✚ Un mot est-il toujours traduit par un mot de même nature ? Un verbe par un verbe, un substantif par un substantif ? (5)

✚ Que sont les *ors de Versailles* (7) ? On parle aussi volontiers des ors de la République.

✚ Que signifie *tout sourire, tout émus* (9) ? On peut essayer de maintenir un parallélisme, sachant que *tout* n'a pas les deux fois le même sens.

✚ Pour bien identifier le sens de *en goguette* (10), il est important de se représenter la situation : où sont-ils, que font-ils, et à quel moment ? Le temps du verbe est important.

✚ Il n'est pas certain que la mère d'Aurore Bergé n'ait qu'une seule larme dans un seul œil (17).

✚ *Être à l'abri* (19) est une expression très courante en français, il ne s'agit peut-être pas de la traduire « mot à mot »...

✚ Qu'est-ce qu'une *salle pleine à craquer* ? Si l'on n'est pas sûr de trouver un équivalent exact, mieux vaut s'en tenir à une certaine prudence.

✚ Convoquer la mémoire de Gisèle Halimi, Simone Veil et Simone de Beauvoir, c'est très bien, mais Annie Ernaux n'en demande pas tant, elle est à ce jour bien vivante et, pour autant que nous sachions, assez décidée à le rester. Cela fait partie des négligences de style...



Attention au choix du terme pour évoquer les *femmes mortes*, la question étant de savoir s'il s'agit d'un adjectif ou d'un participe – le contexte est clair.



Qu'est-ce qu'un *prétoire* ? On peut s'appuyer sur le contexte.

Lectures

(Deux textes sont proposés ici, tous deux issus du quotidien Süddeutsche Zeitung. Ils peuvent être l'occasion de se familiariser avec un vocabulaire que l'on ne connaît pas toujours très bien.)

1.

"Historisch": Abtreibungsrecht in französischer Verfassung

5. März 2024, 10:17 Uhr

Paris (dpa) - Eine Abstimmung mit großer Symbolkraft: In Frankreich wird die Freiheit auf Abtreibung in der Verfassung verankert. Die dafür nötige Drei-Fünftel-Mehrheit wurde in Versailles bei einer Sitzung beider Parlamentskammern erreicht. Nur 72 Abgeordnete stimmten dagegen bei 780 Ja-Stimmen. Anschließend applaudierten die Anwesenden im Stehen. Beide Kammern hatten dem Vorhaben einzeln bereits zuvor grünes Licht gegeben. Die offizielle Zeremonie zur Verfassungsänderung soll am Weltfrauentag stattfinden. Frankreichs Präsident Emmanuel Macron schrieb auf X, ehemals Twitter: "Frankreichs Stolz. Universelle Botschaft."

Viele feierten die Abstimmung auch als wichtiges Symbol, weil weltweit die Möglichkeiten für einen Schwangerschaftsabbruch teils deutlich eingeschränkt werden. In den USA kippte das Oberste Gericht der USA vor knapp zwei Jahren das bundesweit geltende Recht auf Abtreibung. In Polen war 2021 nach einem umstrittenen Urteil des Verfassungsgerichts ein verschärftes Abtreibungsrecht in Kraft getreten. Seitdem dürfen Frauen auch dann keine Abtreibung vornehmen, wenn ein ungeborenes Kind schwere Fehlbildungen aufweist. Der neue Ministerpräsident Donald Tusk will das Abtreibungsrecht jedoch wieder lockern.

Abtreibungen bis 14. Woche erlaubt

In Frankreich sind Abtreibungen bis zur zehnten Schwangerschaftswoche bereits seit 1975 straffrei. Mittlerweile können Schwangere in Frankreich bis zur 14. Woche abtreiben, die Kosten übernimmt die Krankenkasse. Umfragen zufolge befürworteten mehr als 80 Prozent der Französinnen und Franzosen die Verfassungsänderung.

In Deutschland bleibt ein Schwangerschaftsabbruch in den ersten zwölf Wochen straffrei, wenn die Frau sich zuvor beraten lässt. In der Bundesregierung aus SPD, Grünen und FDP gibt es aber Überlegungen, den Paragraphen 218 aus dem Strafgesetzbuch zu streichen.

Auf den Eiffelturm wurden laut dem Sender BFMTV die Worte "mein Körper, meine Entscheidung" projiziert. Darunter jubelten die Menschen, als das Ergebnis bekannt wurde. Sie hatten die Abstimmung auf einem Großbildschirm verfolgt.

Abstimmung als historisch gefeiert

Premierminister Gabriel Attal sprach vor der Abstimmung von einer "moralischen Schuld" gegenüber allen Frauen, die gelitten hätten. "Uns verfolgen das Leiden und die Erinnerung an so viele Frauen, die jahrzehntelang darunter gelitten haben, nicht frei sein zu können", betonte er und freute sich über den "erfolgreichen Abschluss eines langen Kampfes". Viele Abgeordnete feierten die Abstimmung als "historisch". Die Fraktionsvorsitzende der Linkspartei La France insoumise (LFI), Mathilde Panot, sah darin ein Versprechen für alle Frauen, die weltweit für das Recht auf Abtreibung kämpften. Frankreich besinne sich auf seine Berufung als "Leuchtturm der Menschenrechte", sagte Panot, die den ersten Entwurf für die Verfassungsänderung eingebracht hatte.

Während der Abstimmung in Frankreich versammelten sich mehrere Hundert Abtreibungsgegner in der Nähe des Kongresses in Versailles, um gegen die Verfassungsänderung zu protestieren. Auch die katholische Kirche machte deutlich, dass sie Abtreibungen weiterhin ablehnt. Die Päpstliche Akademie für das Leben teilte laut dem Sender BFMTV mit: "Im Zeitalter der universellen Menschenrechte kann es kein "Recht" geben, ein menschliches Leben zu vernichten."

2.

Wehe, wenn die Stimmung kippt

5. März 2024, 16:41 Uhr

Frankreich schreibt das Recht auf Abtreibung in die Verfassung und stellt damit die freie Entscheidung der Frau unter besonderen Schutz. Das ist richtig, und gibt doch auch Anlass zur Sorge.

Kommentar von Karoline Meta Beisel

Frankreich hat das Recht auf Abtreibung in der Verfassung festgeschrieben: Mit überwältigender Mehrheit stimmten die beiden Parlamentskammern dafür, den Artikel 34 um die "garantierte Freiheit der Frau, Zugang zu einem freiwilligen Schwangerschaftsabbruch zu haben", zu ergänzen.

In Paris rühmt man sich nun, das erste Land der Welt zu sein, in dem das Recht auf Abtreibung nun ausdrücklich und schriftlich Verfassungsrang hat – was nicht ganz richtig ist, denn auch die Verfassung von Jugoslawien kannte seit dem Jahr 1974 so ein Recht. Richtig ist: Die Verankerung in der Verfassung verleiht der freien Entscheidung der Frau, sich für einen Schwangerschaftsabbruch zu entscheiden, einen zusätzlichen Schutz. Denn einfache Gesetze können nur in dem Rahmen geändert werden, den die Verfassung vorgibt.

Wie schnell sich alles ändern kann, zeigt das Beispiel USA

Nun könnte man denken: Klar, dass ausgerechnet Frankreich hier vorangeht. Dort waren die Regeln im europäischen Vergleich schon zuvor sehr liberal; erst 2021 wurde die Frist für einen selbstgewählten Schwangerschaftsabbruch von zwölf auf 14 Wochen verlängert. Die Kosten für diesen übernimmt die Krankenkasse. Und wer im Internet bewusste Fehlinformationen über Abtreibungen streut, macht sich strafbar. Demnach ist die Erhebung in den Verfassungsrang nur konsequent.

Aber das Gegenteil ist richtig, und die Schlussfolgerung sollte eine andere sein. Dass es selbst die Franzosen für nötig erachten, die in der Gesellschaft derzeit breit akzeptierte Möglichkeit zur Abtreibung per Verfassung zu schützen, zeigt: Die Sorge in Frankreich ist groß, dass sich der politische Wind auch in diesem Land wieder drehen könnte.

Die USA sind dafür nur das populärste Beispiel. Dort kippte der Supreme Court vor knapp zwei Jahren das bundesweite Recht auf Abtreibung; seitdem haben viele republikanisch regierte Staaten die Möglichkeiten für einen legalen Schwangerschaftsabbruch stark eingeschränkt. In Italien hat Ministerpräsidentin Giorgia Meloni zwar versprochen, die geltenden

Abtreibungsregeln nicht anzutasten. Aber angesichts der politischen Verhältnisse sind dort immer weniger Ärzte bereit, den Eingriff vorzunehmen, und die Familienministerin sagt, es gebe zwar ein "Recht, diese Wahl zu treffen, aber kein Recht auf Abtreibung". Im katholischen Malta ist Abtreibung weiterhin verboten.

Und in Deutschland? Sind Abtreibungen lediglich straffrei?

Auch in Deutschland ist die Debatte keineswegs beendet – und Abtreibung grundsätzlich immer noch strafbar. Die Details sind im Strafgesetzbuch geregelt: als Ausnahmen, wann jemand trotz der Grundsatzentscheidung nicht mit Strafverfolgung rechnen muss. Derzeit wird immerhin geprüft, ob der Schwangerschaftsabbruch nicht auch außerhalb des StGB geregelt werden könnte, die dazu eingesetzte Kommission will im April ihre Ergebnisse vorlegen. Immerhin: Seit knapp zwei Jahren machen sich Ärzte nicht mehr strafbar, wenn sie über Abtreibungen informieren. Die AfD lehnt Schwangerschaftsabbrüche weitestgehend ab (die sie in einer aktuellen Anfrage an die Bundesregierung durchweg als "Tötung Ungeborener" bezeichnet).

In Frankreich kritisierten Konservative, die Befürworter der Verfassungsreform würden eine Gefahr heraufbeschwören, die es in ihrem Land gar nicht gebe. Aber "wird schon gut gehen" ist nicht nur bei der Familienplanung eine schlechte Strategie – sondern auch im Umgang mit rechten Eiferern.

Proposition de traduction

Rappel

- Le Congrès est l'assemblée composée de l'Assemblée nationale et du Sénat. Il se réunit notamment lorsque la Constitution doit être modifiée : <https://www2.assemblee-nationale.fr/le-congres-du-parlement>
- *Liberté, j'inscris ton nom* : allusion au poème de Paul Eluard, *Liberté*.
- On ne traduit pas les sigles des différents partis ou mouvements : MLF, MLAC, non plus que le nom de certains mouvements, *Planning familial*, *Fondation des femmes*, *Choisir*, le *Manifeste* (des 343).
- Le procès de Bobigny, 1972 : Gisèle Halimi a défendu et permis que soit acquittée la jeune fille de 17 ans qui avait avorté après un viol. Ce procès a préparé la loi Veil de 1975

Der Schwangerschaftsabbruch in der Verfassung

Freiheit, Deinen Namen schreibe ich...

Die Unantastbarkeit der Freiheit auf Abtreibung ist Montag von den im Kongress versammelten französischen Parlamentariern mit 780 Ja-Stimmen befürwortet¹ worden.

Bericht über einen historischen Sieg, von Victor Boiteau, Laure Equy und Marlène Thomas

Und wie ein Mann – bzw. eine Frau – erhebt sich der Kongress. Fünfzehn Jahre nach der Verfassungsreform 2008 haben gerade die Abgeordneten und Senatoren „die garantierte Freiheit der Frauen, einen Schwangerschaftsabbruch vorzunehmen“ in der Verfassung verankert². Und sind dabei weit über die festgelegte³ Drei-Fünftel-Hürde hinausgegangen: 780 Parlamentarier haben mit Ja abgestimmt, also 20 Stimmen mehr als nach Abschluss der Debatten⁴ im Parlament. Die Meldung⁵ der 72 Nein-Stimmen wird vom [losbrechenden] Jubel⁶ übertönt. „Wir Frauen, ohne Vergangenheit, wir, die [wir] keine Geschichte haben“... Vom „Hémicycle“ genannten Plenarsaal und von den Balkonen her erschallt⁷ in der prunkvollen Kulisse von Versailles die Hymne der MLF-Frauen, von den Parlamentariern und den Aktivistinnen angestimmt⁸. Eine Enkelin von Simone Veil filmt die Szene. Die Parlamentarier, die mit einem Bus in die sonnenüberflutete Stadt der Könige gefahren⁹ wurden, genießen das, nur noch lächelnd, nur noch gerührt¹⁰. Im südlichen Flügel unbekümmert schlendernd haben sie die Gemälde bewundert, die von den Napoleonischen Kampagnen erzählen, und unter der

¹ *genehmigt.*

² *festgeschrieben.*

³ *erforderliche / notwendige.*

⁴ *als nach den Debatten / als am Ende der Debatten.*

⁵ *Il y a chaque semaine dans Der Spiegel une rubrique intitulée Eine Meldung und ihre Geschichte.*

On peut ici avoir recours à une tournure verbale : Als gemeldet wird, dass 72 mit Nein abgestimmt haben, wird es vom ...übertönt.

⁶ *Le mot Jubel contient déjà la notion de clameur (Duden : laute Bekundung großer Freude durch Rufen, Jauchzen, Schreien), on peut néanmoins ajouter losbrechen, qui indique une idée de commencement, elle-même présente dans l'article indéfini une (une clameur).*

⁷ *erklingt / ertönt (mais peu avant se trouve le verbe übertönen).*

⁸ *intoniert (intonieren n'est pas d'un emploi aussi courant que le français entonner).*

⁹ *In die königliche, sonnenüberflutete Stadt gebracht.*

¹⁰ *alle lächelnd, alle gerührt / breit lächelnd und tief gerührt / alles lächelnd und tief gerührt.*

Täfelung des Kongresssaals haben sie reihenweise Selfies geschossen. Auf dem Weg durch die Galerie der Büsten, zurück zum monumentalen „Hémicycle“, dreht Yaël Braun-Pivet, die als erste Frau einem Kongress vorsitzt¹¹, den illustren¹² in der Galerie der Büsten thronenden¹³ Figuren eine Nase¹⁴, es sind nur Männer, aber an diesem 4. März sind es nun Frauen, die unter deren Blick¹⁵ die Faust strecken. In dem nach Versailles fahrenden Auto sitzt Aurore Bergé, die beigeordnete Ministerin für die Gleichstellung von Frauen und Männern und beruhigt ihre Mutter, die zu den Gästen gehört und schon Tränen in den Augen hat. Denn solche Debatten im Parlament, die den ganzen Hémicycle stolz machen, sind eher eine Seltenheit¹⁶. „Ein Sieg“, „eine wahnsinnige Wette“, so drücken die Repräsentanten der Nation ihre Begeisterung aus¹⁷, über diese Quasi-Einigkeit verwundert¹⁸. „Sicher ist man ja nie“. In dem zum Bersten vollen Saal, nicht weit von der Regierung, sitzen die ehemaligen beigeordneten Ministerinnen für die Gleichstellung Najat Vallaud-Belkacem, Elisabeth Moreno und Isabelle Rome auf den Balkonen, zusammen mit den Vertreterinnen der Frauenvereine (Planning familial, Fondation des femmes). Man könnte sich beinahe vorstellen, dass neben ihnen Gisèle Halimi, Simone Veil, Simone de Beauvoir, Annie Ernaux sitzen, an die in den Reden immer wieder erinnert wurde. Vor den Augen der Familien der ersten zwei werden die abwesenden Frauen von den Anwesenden erwähnt. Durch das große Tor treten auch die Aktivistinnen der Bewegungen MLAC und Choisir ein, ebenso die 343 vom Manifest und jene namenlosen Frauen, die die Grundlage der Frauenrechte gelegt haben¹⁹. Diesen Sieg heißen wir unser²⁰, betont Mathilde Panot (LFI), „in Erinnerung an alle, an deren Namen wir uns erinnern und an alle, die in

¹¹ *Die als erste Frau einen Kongress präsidiert.*

¹² *berühmten.*

¹³ *S'agissant de bustes, le verbe trôner est un peu curieux, mais soit...*

¹⁴ *dreht ... den illustren Figuren, die in der Galerie der Büsten thronen, eine Nase, ...*

¹⁵ *unter ihrem Blick.*

¹⁶ *sind gar nicht so üblich / sind in der Tat nichts Übliches.*

¹⁷ *So reden die begeisterten Repräsentanten / Vertreter der Nation, ...*

¹⁸ *..., die sich über diese Quasi-Einigkeit / Übereinstimmung / über dieses Quasi-Einvernehmen / Einverständnis wundern / die über diese Quasi-Einigkeit staunen*

¹⁹ *die den Sockel für die Frauenrechte gebaut haben.*

²⁰ *On ne comprend pas bien le sens que Mathilde Panot donne ici au verbe arracher : s'il s'agissait de la conquête d'un droit, le verbe devrait être au passé. S'agit-il de revendiquer ? de prendre pour soi ? Diesen Sieg beanspruchen wir, in Erinnerung an... / Dieser Sieg soll unser sein.*

Vergessenheit geraten sind.“ „Die Erinnerung an diese Frauen, die sterben mussten, weil sie frei sein wollten, lässt uns nicht los²¹“, meint Gabriel Attal, und spinnt somit den Faden weiter zwischen der Verteidigerin im Bobigny-Prozess, allein²² im Audienzsaal, der Gesundheitsministerin, die 1974 in einem männlich besetzten Plenarsaal dem Sturm trotzt, und denen, die heimlich abtreiben.

[...]

„Es sind nicht nur die Frauen, die Sie hier ehren. Es ist Frankreich, das Frankreich von 2024, das offener ist als es es selbst meint,“ lobt Gabriel Attal, der als Musterschüler unbedingt auf „das historische Engagement“ von Emmanuel Macron hinweisen will. Der Präsident, der weltweit als erster den Schwangerschaftsabbruch in der Verfassung festschreiben lässt, war nicht präsent in Versailles, soll aber Freitag bei der feierlichen Besiegelung des neuen Grundgesetzes zugegen sein²³.

[...]

„Libération“, 05.03.2024

²¹ verfolgt uns.

²² alleine stehend. Attention : *alleinstehend* désigne une personne qui vit seule.

²³ wird aber bei der Zeremonie zugegen sein, auf der das neue Grundgesetz besiegelt werden soll.